

Macro Dev

Macroéconomie
et développement

JUILLET 2026 | N° 80

Bolivie : Sortir de la crise, entre ajustement et contestation

Auteur
Vincent Joguet

 **ÉDITIONS
AFD**
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Bolivie : Sortir de la crise, entre ajustement et contestation

Vincent Joguet – joguetv@afd.fr

Date de fin de rédaction : 03/07/2026

Résumé : Vingt ans de politique économique hétérodoxe menée par le Mouvement pour le socialisme (*Movimiento al Socialismo* [MAS]) d'Evo Morales et basée sur la redistribution de la rente gazière, avaient contribué à réduire la pauvreté et les inégalités. Mais le retournement des termes de l'échange, l'épuisement des réserves de gaz, le manque d'investissement dans l'appareil productif, la corruption et la succession de crises nationales et mondiales à partir de 2019 ont conduit le pays dans l'impasse. Les réserves internationales ont plongé pour ne plus représenter que quelques jours d'importations de biens et services, tandis que les importantes subventions au carburant ont amplifié le dérapage budgétaire enclenché par la baisse des recettes publiques gazières. Le report répété, par le gouvernement de Luis Arce, de mesures de correction de la trajectoire à partir de 2023 et la désunion du parti au pouvoir au plus fort de la crise ont empêché tout redressement de la situation jusqu'aux élections de 2025.

Le nouveau gouvernement hérite d'une situation macroéconomique telle que son redressement nécessitera une consolidation ambitieuse des comptes publics dont la fin du subventionnement des carburants n'a été que la prémisse. Dans cette phase d'assainissement budgétaire, le soutien des bailleurs sera indispensable. La plupart ont déjà répondu à l'appel du président Rodrigo Paz, tandis que le gouvernement discute avec le FMI d'un programme financier destiné à corriger les déséquilibres structurels. Au-delà de la politique budgétaire, la stabilisation macroéconomique passera par l'unification des taux de change et la flexibilisation de la politique monétaire enclenchée en juin 2026.

La réussite de la transition dépendra autant de l'émergence d'un modèle de croissance plus diversifié et davantage porté par l'investissement privé, tant national qu'international, que de la capacité du pouvoir à définir un nouveau contrat social. Or, six mois seulement après l'alternance politique, la Bolivie a été plongée dans une grave crise sociale qui a paralysé le pays et amplifié la crise économique. Les réformes libérales que propose le gouvernement de centre droit, élu sur un programme peu détaillé autour du concept de « capitalisme pour tous », sont rejetées par les organisations syndicales qui ont bloqué les centres urbains et les grands axes routiers du pays pendant sept semaines et appelé à la démission du président de la République fraîchement élu. Pourtant, les mesures structurelles, les plus décisives pour consolider les finances publiques, reconstituer les réserves internationales ou lutter contre l'inflation, n'ont pas encore été prises.

Thématique : macroéconomie, développement, risque pays, risque souverain

Géographie : Bolivie

1. Le modèle du MAS dans l'impasse

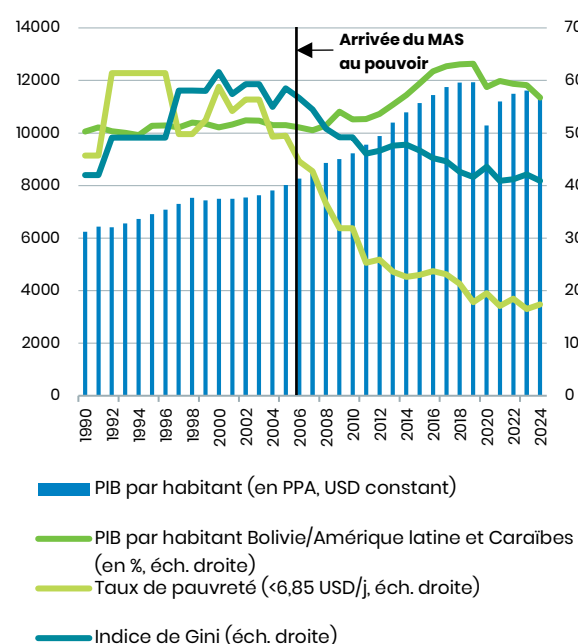
L'arrivée au pouvoir du Mouvement pour le socialisme (MAS) d'Evo Morales en 2006 coïncide avec le démarrage du super-cycle des matières premières, période de cours élevés qui durera 10 ans. Il va en faire profiter la population en nationalisant les ressources et en redistribuant les dividendes de la rente, loin du modèle néo-libéral qui prévalait en Bolivie. Commence alors le « miracle économique bolivien » : dix années de prospérité exceptionnelle qui propulsent la Bolivie parmi les économies les plus dynamiques de la région avant que l'épuisement du modèle ne conduise à la situation de crise macroéconomique actuelle.

Vingt ans de progrès sociaux au détriment de la gouvernance

Alternative au modèle néolibéral des années 1980-1990 qui avait approfondi les inégalités, le « nouveau modèle économique, social, communautaire et productif », mis en œuvre par Evo Morales à son arrivée au pouvoir en 2006, reposait sur l'exploitation des ressources agricoles (12 % du PIB), minières (métaux) et en hydrocarbures (gaz naturel et pétrole) par des entreprises nationalisées (25 % du PIB). La consommation, stimulée par les importants transferts sociaux et une faible inflation – rendue possible par les subventions et le maintien d'un taux de change fixe ancré au dollar^[1] –, et l'investissement, majoritairement public, étaient les principales composantes de la demande. Ce modèle, porté par les cours élevés des matières premières, a engendré une forte croissance durant les deux premiers mandats d'Evo Morales (5,1 % en moyenne

entre 2006 et 2014). Alors que la croissance économique par tête stagnait à la moitié de celle de l'Amérique latine jusqu'en 2008, elle a dépassé les 60 % en 2016 avant de commencer à reculer lors de la pandémie, puis lors de l'entrée du pays en crise en 2023.

Graphique 1 – La croissance du PIB par habitant profite aux classes populaires



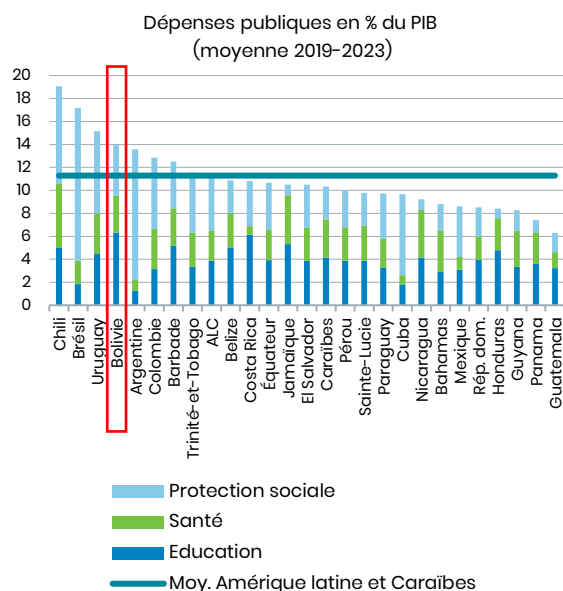
Source : BM (WDI), calculs de l'auteur.

La croissance du PIB par habitant a contribué à quasiment éradiquer la pauvreté absolue, à réduire les inégalités et à améliorer considérablement les indicateurs sociaux. La Bolivie, qui faisait partie en 2000 des cinq pays d'Amérique du Sud avec des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne régionale (58,8 % des Boliviens vivaient avec moins de 6,85 USD/hab.), figurait en 2024 parmi les trois pays avec le taux de pauvreté le plus bas (17,4 % soit

[1] Jusqu'à juin 2026, le pays maintenait une parité fixe entre le boliviano et le dollar américain avec un taux inchangé de 6,86-6,96 BOB/USD (achat/vente).

proche du niveau de l'Argentine dont le PIB/hab. est deux fois plus important). Parallèlement, le pays, qui était le plus inégalitaire de la région en 2005, a désormais le coefficient de Gini^[2] le plus bas. Croissance économique et mesures sociales ont amélioré l'indice de développement humain (IDH) pour le porter au 108^e rang mondial en 2023, au niveau des pays à développement humain élevé. Les dépenses publiques d'éducation atteignent 8 % du PIB depuis 2014, le double de la moyenne d'Amérique latine et des Caraïbes. Cela a contribué à améliorer le taux de scolarisation secondaire et le nombre d'années d'école attendues. Cependant, dans le domaine de la santé, la situation est beaucoup moins bonne : la Bolivie a la plus faible espérance de vie du continent (hors Haïti) à 69 ans, soit au même rang que 25 ans plus tôt, tandis que les mortalités infantiles et maternelles figurent parmi les plus élevées de la région.

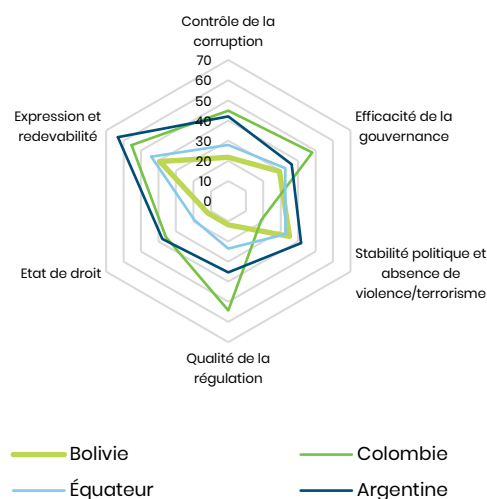
Graphique 2 – L'État bolivien a redistribué sa rente gazière dans les secteurs sociaux



Source : CEPAL, calculs de l'auteur.

Entre 2015 et 2023, les indicateurs de gouvernance de la Bolivie ont au mieux stagné, au pire se sont dégradés et sont très en retrait par rapport aux pairs. Les niveaux de l'État de droit (le système judiciaire, historiquement perçu comme dépendant des intérêts du pouvoir en place, est dysfonctionnel et pointé du doigt depuis vingt ans par l'ONU ou Human Rights Watch) et de la qualité de la réglementation sont préoccupants. La tendance récente est cependant à l'amélioration, notamment pour les indicateurs politiques : selon la classification V-Dem, le pays figure parmi les démocraties électorales du continent tandis que l'indicateur *Freedom in the World* de 2026 a amélioré le statut du pays après la tenue irréfutable des élections de 2025. La Bolivie reste cependant mal classée en termes de perception de la corruption, à la 136^e place mondiale sur 180, uniquement dépassée sur le continent par le Venezuela et le Paraguay.

Graphique 3 – Les indicateurs de gouvernance inférieurs à ceux des pairs régionaux



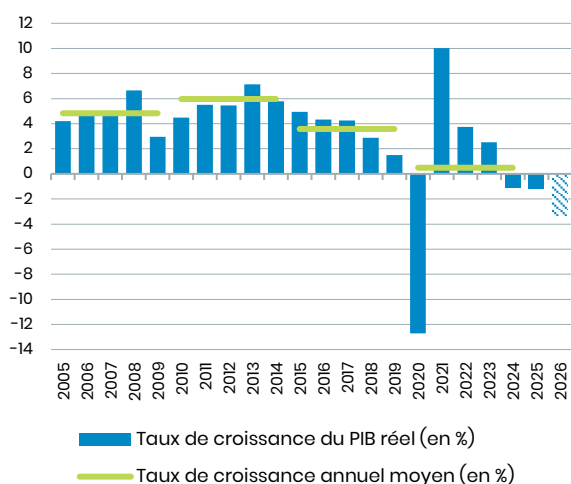
Source : BM (WGI).

[2] Indicateur synthétique d'inégalités. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite.

Du miracle économique à la récession

Le retournement des termes de l'échange en 2014-2015, puis les crises politique de 2019^[3] et sanitaire de 2020, ont révélé les failles d'un modèle rentier peu soutenable : manque de diversification, d'investissement, de recherche et développement, dépendance des comptes publics et externes aux cours des matières premières (le gaz représentait la principale source de devises et de recettes budgétaires du pays), absence de relais de croissance, éviction du secteur privé, dépendance aux importations, etc.

Graphique 4 – Le pays est entré en récession en 2024



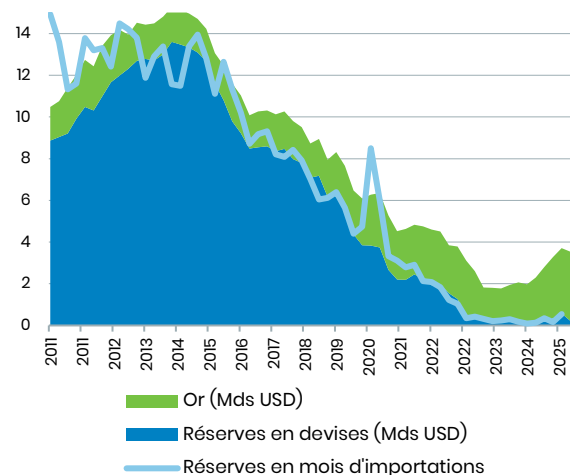
Source : FMI (WEO), calculs de l'auteur.

Dans ce contexte, les nouvelles données rebasées du PIB^[4], publiées fin 2025, confirment la rupture de trajectoire : après une croissance limitée à 1,5 % en 2019, l'économie s'effondre l'année du Covid (-12,7 %), avant un rebond technique en 2021 (10 %). Au lendemain de la crise sanitaire, le président Luis Arce propose une nouvelle

stratégie de relance (2021-2025) visant à accroître les volumes de production, développer la transformation des matières premières et promouvoir de nouvelles filières industrielles dans une logique de substitution aux importations. Cette stratégie, reposant sur des investissements massifs, s'est traduite par une allocation inefficace des ressources avec la multiplication d'« éléphants blancs » et le développement d'entreprises publiques peu performantes.

Après deux années de croissance (3,1 % en moyenne) portée notamment par la hausse des cours des matières premières exportées par la Bolivie, l'économie bascule en récession en 2024 (-1,1 %), puis en 2025 (-1,2 %). La dégradation est d'abord liée à la raréfaction des réserves en devises qui contraint les importations de biens intermédiaires et d'équipement. Cela a occasionné des pénuries d'essence et de diesel qui ont, à leur tour, paralysé l'appareil de production.

Graphique 5 – L'assèchement des réserves internationales matérialise la crise



Source : FMI, BCB, calculs de l'auteur.

[3] Contestation des résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2019 marquée par des accusations de fraude, suivie de fortes mobilisations sociales et

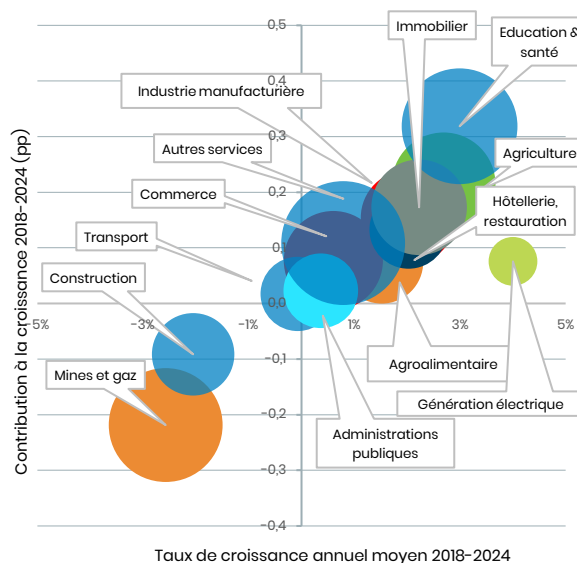
d'une crise institutionnelle ayant conduit à la démission d'Evo Morales en novembre 2019.

[4] Base 2017 au lieu de 1990.

L'ancrage monétaire du boliviano au dollar, l'un des piliers de la politique économique du MAS, permettait certes de stabiliser les prix, mais n'était soutenable que grâce à l'ampleur des réserves internationales issues des exportations de gaz naturel. Avec la crise de liquidités, le régime de change devient largement non crédible. Les mesures de restriction de circulation du dollar, réservé pour les opérations de l'État, font émerger un marché parallèle sur lequel, mi-2025, le dollar coûtait trois fois plus cher qu'officiellement.

Parallèlement, à partir de fin 2024, le pays renoue avec une inflation à deux chiffres, du jamais-vu depuis 2008^[5]. En juillet 2025, elle atteignait 24,9 % en glissement annuel (37,2 % pour l'inflation alimentaire), sous l'effet combiné de l'augmentation de la masse monétaire (engendrée par le financement monétaire du déficit), des difficultés d'accès au dollar et des perturbations de l'offre (exportations illégales d'hydrocarbures). Elle vient saper la consommation domestique tandis que blocages de rue et manifestations^[6] paralysent l'économie une partie de l'année. La décroissance est généralisée sur tous les secteurs de l'économie, en particulier les secteurs de l'agriculture (-9 % de croissance en 2025), de l'extraction (-14 % pour le gaz, -6 % pour les minerais^[7]) et du commerce.

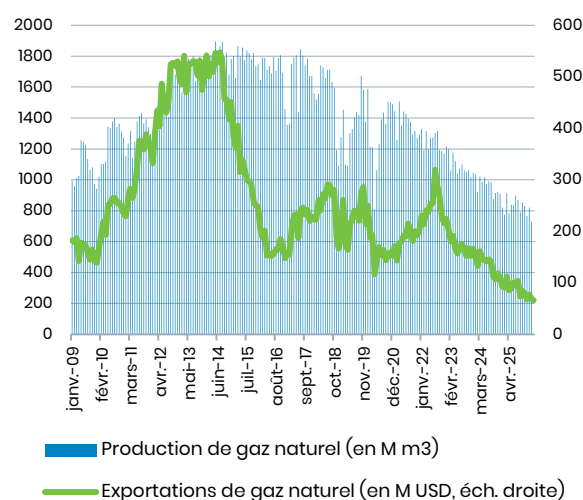
Graphique 6 – Les activités extractives contribuent négativement à la croissance depuis 2018



Source : INE, calculs de l'auteur.

Note sur le graphique 6 : Le diamètre des bulles représente le poids moyen du secteur dans le PIB.

Graphique 7 – Le gaz naturel n'est plus un relais de croissance



Source : JODI, BCB.

[5] Alors que les prix flambaient partout dans le monde en 2022-2023, les prix administrés, les subventions et la surévaluation du boliviano avaient permis de maintenir l'inflation sous contrôle.

[6] Voir : <https://www.vision360.bo/noticias/2025/06/17/26872>

-los-bloqueos-ocasionaron-mas-de-1000-millones-de-dolares-en-perdidas-para-el-pais.

[7] Pour ces derniers, la production informelle est, par définition, difficilement quantifiable.

Encadré 1 – Gaz : le piège de la rente

La gestion de la rente de gaz est symptomatique de l'effondrement du modèle. Après la décision de nationaliser le secteur des hydrocarbures en 2006, la vente du gaz, puis l'exportation ont été confiées à l'entreprise publique YPFB (Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos) et les entreprises internationales réduites à de la sous-traitance. La rente, lourdement taxée, conséquente jusqu'en 2014, a été réinvestie dans les infrastructures et les programmes sociaux. En revanche, l'exploration a été complètement délaissée par YPFB qui s'est contentée de maximiser la production existante conduisant inexorablement à l'épuisement des réserves^[8]. En 10 ans, elles ont chuté de près de 50 % au même titre que la production. En septembre 2024, l'Argentine, devenue productrice de gaz, a mis fin à ses approvisionnements, tandis que le Brésil, deuxième client de la Bolivie, compense aujourd'hui la baisse d'offre de gaz bolivien par des achats de gaz argentin. YPFB a récemment annoncé qu'à ce rythme, le pays serait contraint d'importer du gaz à partir dès 2031 pour fournir son marché domestique.

Les finances publiques dans le rouge depuis plus de 10 ans

Après la nationalisation du secteur des hydrocarbures en 2006, l'État a alimenté ses caisses à partir de différentes taxes appliquées sur la rente gazière et sur les dividendes versés par YPFB. Ces ressources ont représenté jusqu'à 40 % des recettes de l'État bolivien. La baisse des cours et l'épuisement des réserves ont entraîné une baisse tendancielle de la production et de l'exportation et, partant, un manque à gagner conséquent pour le gouvernement.

Depuis 2015, le déficit budgétaire a toujours dépassé 6 % du PIB. En 2023 et 2024, il atteint 9,1 % en moyenne avant de se dégrader à 11,6 % du PIB en 2025, selon le FMI.

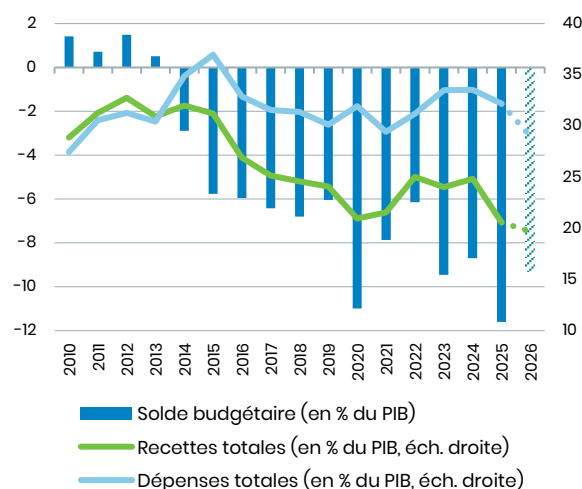
Les recettes du secteur public non financier ont perdu 3 pp de PIB entre 2022 et 2024. En effet, les recettes des produits d'extraction sur les hydrocarbures (qui en représentent 30 %) ont reculé de 15 %, alors même que les dépenses sont élevées et stagnantes (39,6 % du PIB en moyenne depuis 2022). La masse salariale représente 43 % des dépenses courantes et 15 % du PIB. La charge d'intérêt est encore contenue, mais progresse rapidement sur ses deux composantes domestique et externe. Elle n'atteignait que 7,9 % des recettes courantes en 2024 (les taux sont faibles sur la dette externe largement concessionnelle et sur la dette domestique détenue par la Gestora et la Banque centrale) mais pourrait avoir doublé en 2025 avec la baisse des recettes^[9] alors qu'elle n'était que de 3,4 % en 2021. Selon le FMI, le niveau des recettes du gouvernement central en 2025 aurait atteint un record historiquement bas en 2025 à 20,6 % du PIB et prévoit un taux encore plus bas en 2026 à 19,7 % du PIB.

Selon le dernier Article IV du FMI, le besoin de financement public (BFP) a bondi en 2024 (46 % du PIB contre 20 % en 2022) en raison d'un recours accru aux financements court terme de la Banque centrale de Bolivie (Banco Central de Bolivia [BCB]) pour financer l'important déficit primaire (un tiers de la dette publique domestique est à court terme). Le financement monétaire a persisté en 2025 et a été à l'origine du dérapage inflationniste (la monnaie en circulation a quasiment doublé en deux ans avec une forte accélération mi-2025).

[8] La surestimation des réserves de gaz depuis le début des années 2000 a masqué l'urgence de la situation.

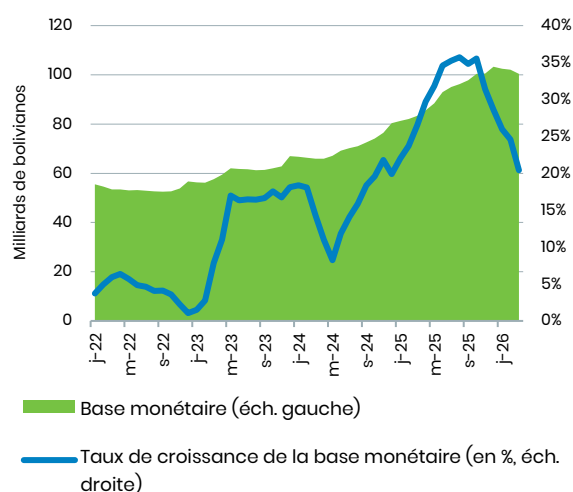
[9] À la date de fin de rédaction de ce MacroDev, le ministère des Finances n'avait pas encore publié les statistiques de l'exercice 2025.

Graphique 8 – La baisse des recettes non compensée par celle des dépenses



Source : FMI (WEO).

Graphique 9 – La base monétaire en forte hausse en 2025

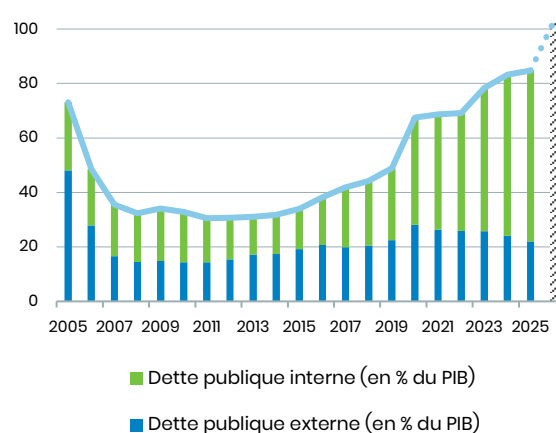


Source : BCB, calculs de l'auteur.

La succession des déficits primaires a entraîné un important fardeau de dette. Depuis 2012, le taux d'endettement a augmenté chaque année, atteignant 67,5 % du PIB en 2020 pour financer les dépenses anti-Covid-19. À partir de 2023, il a continué

sa croissance pour atteindre 83,2 % du PIB en 2024 selon le FMI. Il a provisoirement stagné en 2025, mais pourrait atteindre 102,7 % du PIB en 2026 selon les dernières prévisions très pessimistes du FMI. Exclue des marchés financiers internationaux en raison de *spreads* prohibitifs depuis 2023, la Bolivie a couvert ses besoins de financement en émettant des obligations achetées par la Gestora, le fonds de pension national (exposé à hauteur d'un tiers de ses actifs sur le souverain), en monétisant son déficit budgétaire par la BCB (exposée à hauteur de 36 % du PIB sur le souverain fin décembre 2025), et en recevant des versements des bailleurs, quand ceux-ci n'étaient pas bloqués au Congrès^[10]. Si la dette publique externe est relativement contenue (28 % de la dette totale) et détenue à 71 % par les multilatéraux à des conditions concessionnelles, le contexte de crise de liquidité externe actuel, sans intervention du FMI, fait peser un risque élevé sur son refinancement et son remboursement. En 2025, les trois agences de notation ont dégradé la note souveraine de la Bolivie à CCC- ou CC.

Graphique 10 – La dette publique pourrait dépasser 100 % du PIB cette année



Source : FMI (WEO), BCB, calculs de l'auteur.

[10] Conséquence de la rupture entre Evo Morales et Luis Arce, les députés et sénateurs du MAS se sont divisés en factions rivales courant 2023-2024. Le gouvernement de Luis Arce ayant perdu sa majorité,

a éprouvé des difficultés à mener sa politique, dont le vote par le Congrès des versements de prêts externes.

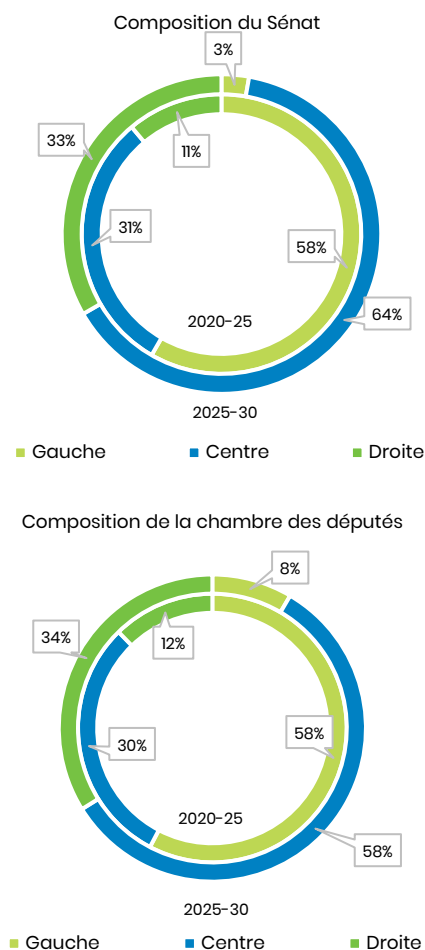
2. L'alternance libérale sous tension

L'arrivée de la droite au pouvoir en octobre 2025 ouvre une phase d'alternance libérale en Bolivie. Porté par un discours de pragmatisme et de réformes graduelles, le nouveau gouvernement entend stabiliser une économie fragilisée tout en évitant un basculement brutal vers l'ajustement. Mais cette transition intervient dans un contexte de fortes tensions sociales, de contraintes extérieures aiguës et d'un paysage politique fragmenté. Dès les premiers mois, la promesse de rupture maîtrisée se heurte à la réalité des arbitrages économiques et des résistances sociales.

Une gouvernabilité difficile

La victoire du candidat centriste Rodrigo Paz Pereira du Parti démocrate chrétien (*Partido Demócrata Cristiano* [PDC]) avec 55 % lors d'un second tour électoral en octobre 2025 met fin à près de 20 ans de pouvoir hégémonique du MAS. Réduit à deux députés et aucun sénateur, le MAS a pâti des tensions internes au cours du dernier mandat et de son incapacité à mener une politique économique cohérente en réponse à la crise. Le choix des Boliviens de porter un centriste modéré à la tête de l'État traduit une volonté de rupture avec le MAS, mais également, celle de mettre en place des réformes pragmatiques, pour faire repartir une économie en berne qui pénalise les ménages au quotidien. Rodrigo Paz a su convaincre les classes moyennes avec sa proposition de « capitalisme pour tous » alliant rigueur budgétaire, décentralisation et protection sociale, tout en ralliant une partie de l'électorat historique du MAS, mécontent de la situation.

Graphique 11 – Représentation politique au Parlement



Source : Organe électoral plurinational, calculs de l'auteur.

La configuration parlementaire est cependant contrastée. Le PDC n'a la majorité dans aucune des deux chambres et doit s'allier avec l'autre parti de centre droit Unidad, arrivé troisième dans les urnes. Cela pourrait éviter un blocage des mesures urgentes, situation qui prévalait lors de la législature précédente, avec la scission du MAS. Mais des dissensions existent au sein du PDC ou d'Unidad, rendant incertains le consensus et le vote des nombreuses lois en cours de préparation.

La gouvernabilité s'annonce difficile et les premiers mois de mandat en sont l'illustration. La fragilité de l'exécutif est amplifiée par la personnalité du vice-président Edmand Lara, ancien officier de police rendu populaire pour avoir dénoncé sur les réseaux sociaux la corruption régnant au sein des forces de l'ordre. Le choix de Rodrigo Paz d'en faire son colistier est l'une des explications principales à sa performance électorale inattendue lors du premier tour. Depuis les élections, Edmand Lara, qui se veut représentant du peuple au sein du gouvernement, critique ouvertement le président et ses ministres. Il n'a pas hésité à se proclamer dans l'opposition et à se ranger aux côtés des syndicats lors des mobilisations de décembre^[11]. Cette fronde interne fragilise la cohésion parlementaire, rôle normalement dévolu au vice-président.

Premières réformes, premières tensions, premiers succès

Un mois après son investiture, le président a inauguré sa politique économique en déclarant l'« état d'urgence économique, financière, énergétique et sociale ». Ainsi, il a promulgué un premier train de réformes ambitieux pour redresser la situation économique à court terme qui a déclenché des manifestations massives. Au bout de trois semaines de mobilisation^[12], le gouvernement a trouvé un accord avec les syndicats. Le décret suprême 5516 écarte les dispositions les plus controversées – facilitation des investissements privés, réformes fiscales, réformes liées à la Banque centrale, etc. –, mais maintient la mesure principale : la suppression des subventions sur le carburant. Elles existaient depuis 20 ans, coûtaient 4 % à 5 % de PIB en dépenses

budgétaires directes et alimentaient une exportation illégale vers les pays limitrophes de 25 % à 30 % des combustibles importés. Cette mesure a contribué, avec la mise en place de lignes de trésorerie, à normaliser l'approvisionnement en carburant après des mois de pénurie. Le système d'importation centralisé, qui consistait à acheter du carburant aux prix internationaux et à le vendre à perte sur le marché intérieur, a été revu. En permettant la libéralisation partielle du marché du diesel, le gouvernement vise à créer une chaîne d'approvisionnement plus efficace et réactive et à résoudre les pénuries chroniques.

Les mesures d'austérité ont été compensées par des mesures de protection sociale : appui financier temporaire de l'État aux familles les plus vulnérables *via* le programme de protection et d'équité financé par la Banque mondiale, renforcement des programmes existants pour les personnes âgées sans revenus et pour les élèves, augmentation de 20 % du salaire minimum national, période de grâce pour certains emprunts, etc.

Le gouvernement travaille sur un plan général de développement économique, social et environnemental à 10 ans 2026-2035 (PGDESA) qui sera décliné opérationnellement en un plan à moyen terme 2026-2030 avec 7 axes majeurs couvrant les trois piliers du développement durable (cf. tableau 1). L'objectif est une validation du plan cette année *via* la ratification d'une loi de programmation.

En parallèle de la préparation du plan, le second train de réformes plus structurelles, dont plusieurs figuraient dans le décret initial de décembre et qui doivent

[11] Voir : <https://www.eluniverso.com/noticias/internacional/vicepresidente-de-bolivia-se-declara-oposicion-constructiva-y-agrava-la-tension-con-el-gobierno-nota/>.

[12] Voir : <https://rpp.pe/mundo/latinoamerica/sindicalistas-de-bolivia-rompen-dialogo-con-gobierno-y-llaman-a-una-revolucion-nacional-noticia-1671020>.

maintenant faire l'objet de projets de loi, se fait attendre. Le gouvernement doit présenter un ensemble de lois économiques visant la stabilisation et la reconstruction de l'économie, ainsi que la participation du secteur privé et la promotion d'une plus grande ouverture au commerce international. L'objectif est de changer le cadre normatif de promotion des investissements offrant une stabilité juridique et fiscale à long terme pour une transition vers un modèle tiré par le privé et les partenariats public privé (PPP) afin de rassurer les investisseurs internationaux méfiants à investir dans un pays considéré comme risqué du fait de son historique d'expropriations et de réglementations restrictives. La nouvelle loi sur les hydrocarbures y figurera *via* de nouvelles incitations à l'exploration et un nouveau modèle de partage de risques entre YPFB et le secteur privé.

Graphique 12 – Les marchés rassurés par l'alternance politique



Source : J.P. Morgan.

La fin de l'état de grâce

Alors que le rythme des réformes piétine depuis janvier et que les mesures les plus structurelles ont à peine été annoncées, l'état de grâce n'a pas duré. Lors des élections locales qui se sont achevées le 19 avril 2026, le parti du chef de l'État n'a remporté que deux des neuf régions et une seule capitale régionale. Le parti de Jorge Quiroga Ramírez a remporté deux régions, dont Santa Cruz de la Sierra, capitale économique du pays, tandis qu'un proche de Evo Morales l'a emporté à Cochabamba, troisième ville du pays.

Début mai, après des jours de mécontentement, la Centrale ouvrière bolivienne (*Central Obrera Boliviana* [COB]), principale centrale syndicale du pays, et d'autres organisations ont déclaré une grève générale illimitée et les blocages des principaux axes routiers pour protester contre le refus du gouvernement d'accéder à plusieurs de leurs demandes : nouvelle augmentation du salaire de base de 20 %, revalorisation des pensions, réduction des rémunérations des hauts fonctionnaires. À cela s'ajoute un mécontentement lié à la qualité du carburant qui aurait été altérée par un réseau transfrontalier de contrebande ou serait liée à la mauvaise qualité des produits livrés par les fournisseurs et qui endommage les véhicules^[13]. Enfin, les syndicats anticipent la mise en place de mesures plus libérales par le gouvernement, alors que, lors de sa campagne, Rodrigo Paz ne semblait pas envisager un programme FMI ou d'ajustements drastiques. Les premiers échanges sur les lois en préparation et surtout la loi sur la reclassification des propriétés agricoles, promulguée en avril et rejetée par les organisations paysannes, ont déclenché une mobilisation importante.

[13] Voir : <https://eldeber.com.bo/economia/gobierno-admite-fallas-calidad-combustibles-mala->

[mezcla-heredada-anuncia-correcciones_1770135148](https://eldeber.com.bo/economia/gobierno-admite-fallas-calidad-combustibles-mala-mezcla-heredada-anuncia-correcciones_1770135148).

Les blocages routiers dans tout le pays (jusqu'à une centaine au plus fort de la crise) ont asphyxié les grands centres urbains où la population a été confrontée à des pénuries de carburant, de vivres et de médicaments. Les mesures prises par la présidence (abandon de la réforme agraire, réduction des salaires des représentants officiels, remaniement ministériel, création d'un conseil économique et social comme plateforme d'échange avec les syndicats, etc.) n'ont pas calmé la rue. Au contraire, les manifestants ont appelé à la démission du président. Au bout de sept semaines de conflits, le gouvernement a signé le 19 juin un accord avec la COB qui prévoit 13 engagements à mettre en place sous trois mois en

matière de travail, économie, énergie, environnement et sécurité sociale. Il entérine un recul du gouvernement sur des points majeurs de son programme, notamment la privatisation des entreprises publiques. Dès le lendemain de l'accord, le président Rodrigo Paz a décrété l'état d'exception pendant 90 jours pour parvenir à lever l'intégralité des barrages. Les pertes économiques cumulées (baisse de production dans tous les secteurs en raison du manque de carburant et des difficultés de circulation des marchandises, baisse des exportations, augmentation des coûts logistiques et des prix) sont estimées à 2,8 Mds USD selon le gouvernement, soit l'équivalent de 4 % du PIB de 2025.

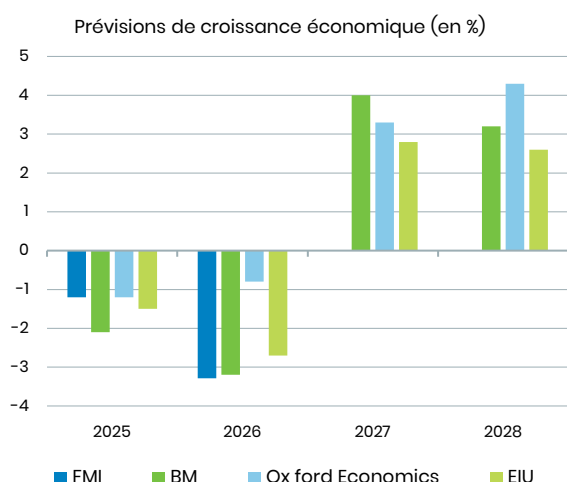
Tableau 1 – Axes de développement du PGDESA 2026-2035

AXES DE DÉVELOPPEMENT	
Axe 1. Bolivie, économie pour la population • Stabilité macroéconomique • Diversification productive et innovation • Productivité et connaissance • Emploi décent • Diversification énergétique	Axe 2. Bolivie dans le monde et le monde en Bolivie • Positionnement stratégique de la Bolivie • Commerce international • Attractivité des investissements • Intégration pour le développement
Axe 3. Bolivie 50/50 • Consolidation du régime autonome • Gouvernance autonome et gestion par les résultats • Gestion et organisation territoriale de l'État	Axe 4. Bolivie moderne et efficace • Services publics centrés sur les personnes • Gouvernement électronique et transformation numérique • Transformation institutionnelle de l'État • Gestion de l'information et innovation • Articulation et gestion multiniveau
Axe 5. Bolivie transparente • Accès à une justice indépendante, pluraliste et rapide • Réforme normative pour la sécurité juridique • Transparence institutionnelle et culture de l'intégrité • Politique pénale, sécurité citoyenne et lutte contre le crime organisé • Sécurité globale et défense de l'État • Démocratie et participation citoyenne	Axe 6. Bolivie Bien-être pour tous et toutes • Transformation de la santé et de l'éducation comme priorités stratégiques • Habitat adéquat et services de base universels • Égalité et inclusion par les droits • Développement intégral de l'enfance et de l'adolescence
Axe 7. Bolivie verte et durable • Gestion durable des forêts, écosystèmes et biodiversité • Changement climatique, résilience et réduction des émissions de gaz à effet de serre • Gestion intégrale des risques climatiques • Qualité environnementale et transition vers l'économie circulaire • Gouvernance, cadre normatif et financement de la transition verte	

Source : auteur, d'après le ministère de la Planification, du Développement et de l'Environnement.

3. L'ampleur des déséquilibres macro-financiers complique la sortie de crise

Graphique 13 – 2026, *annus horribilis* pour la croissance bolivienne



Source : FMI (WEO), BM, OE, EIU.

La récession devrait encore s'aggraver cette année (-3,3 % selon le FMI mais ces perspectives ne prennent pas en compte la crise sociale de mai-juin 2026). L'inflation, bien qu'en baisse, est toujours très élevée et continue à peser sur la consommation des ménages. L'investissement reste faible, l'ajustement en cours et les concessions faites ne permettant pas d'engager à court terme les mesures structurelles nécessaire à son redémarrage *via* le secteur privé. La consommation privée devrait également pâtir des effets inflationnistes des différentes réformes. Le retour à la croissance est attendu par la Banque mondiale dès 2027 sous forme d'un fort rebond de 4 % (le FMI n'a encore établi aucune projection post-2026), le temps que les mesures libérales soient prises et que la stabilisation politique agisse sur la confiance des entreprises. Elle devrait venir de l'investissement, de la consommation privée du fait de la désinflation et de l'accélération des exportations de produits miniers tirés par les cours. Toute lenteur dans la mise en place des réformes ne ferait que

retarder le redémarrage économique. La mise en production de nouveaux champs gaziers et l'exploitation de lithium pourraient prendre le relais, mais à plus long terme et avec beaucoup d'incertitudes.

La consolidation budgétaire nécessitera un programme FMI

Le gouvernement Paz s'est engagé à une consolidation budgétaire sans mettre en place de politique d'austérité générale, malgré l'annonce d'un gel des salaires et des embauches dans le secteur public. L'objectif est une réduction du déficit primaire en annulant les subventions sur le carburant et en ciblant les gaspillages et les inefficacités administratives pour faire baisser les dépenses courantes de 30 %, tout en protégeant les dépenses sociales. L'une des composantes de ce programme repose sur un modèle de redistribution 50/50 qui vise à faire passer la part des ressources publiques du gouvernement central de 85 % à 50 % et à réaffecter la différence aux régions pour leur permettre de canaliser les dépenses plus efficacement. Les contours de cette réforme ne sont pas encore connus et sont un sujet de moyen-long terme. Les dépenses en capital, peu fiables car intégrant des dépenses courantes, et dont le taux d'exécution n'était que de 50 %, devraient être rationalisées et priorisées. L'objectif est de les maintenir à 5 % ou 6 % du PIB, de les orienter vers les secteurs non productifs à fort impacts et d'atteindre un taux d'exécution de 95 %. Dans une logique de désengagement de l'État dans l'économie, de nombreuses entreprises publiques non rentables seraient fermées ou privatisées.

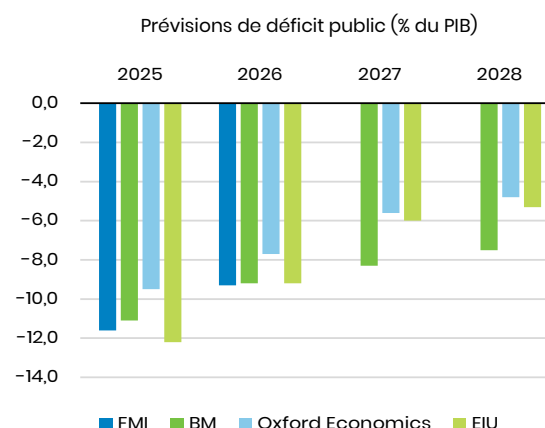
Sur les revenus, le gouvernement souhaite supprimer plusieurs impôts mineurs (1 % des recettes nationales), mais qu'il considère comme contraire à sa politique publique orientée vers le secteur privé : impôt sur les grandes fortunes, sur les transactions financières, sur les jeux d'argent et sur les activités promotionnelles des entreprises. En outre, il prépare un projet de loi qui supprimera les amendes et les intérêts sur les dettes fiscales générées par les contrôles abusifs jusqu'en 2025 et universalisera l'utilisation du crédit d'impôt en reconnaissant notamment 100 % du crédit d'impôt pour les factures de carburant. L'objectif de sa réforme fiscale est de lutter contre l'informalité (85 % de l'emploi est informel), d'élargir la base fiscale, de rétablir la neutralité de la TVA (qui pourrait augmenter) et d'améliorer le recouvrement. Toutes ces réformes restent floues et ne semblent pas d'ampleur suffisante pour compenser la perte considérable des revenus gaziers.

Des leviers de redressement des recettes encore flous

Le projet de loi de finances rectificative 2026, plusieurs fois reporté, a finalement été présenté le 21 avril. Il prévoit un déficit de 9 % du PIB (contre 7 % initialement prévu), quasiment identique à la projection d'avril du FMI (9,3 %), contre 15 % du PIB projeté avec le budget initial. L'effort sur les dépenses courantes représente plus de 1 % de la réduction du déficit à ajouter aux 4 % à 5 % économisés par la suppression des subventions qui a participé à dégager un excédent budgétaire (0,5 % du PIB) en janvier 2026. Le projet prévoit une hausse des investissements dans les domaines sociaux prioritaires et la poursuite des politiques de soutien social. Avec une hypothèse d'inflation de 14 % et une croissance du PIB de 1 %, le gouvernement est beaucoup plus optimiste que le FMI, qui s'attend à 20,7 % d'inflation fin

2026 et à une contraction du PIB de 3,2 %. Deux lois complémentaires accompagnent le budget : l'une accorde aux administrations locales une plus grande autonomie dans l'élaboration de leurs budgets et la seconde autorise la liquidation d'entreprises publiques déficitaires.

Graphique 14 – La consolidation des finances publiques prendra du temps



Source : FMI (WEO), BM, OE, EIU.

Un soutien financier externe indispensable pour couvrir les besoins budgétaires

Les bailleurs régionaux et multilatéraux seront un pilier central de la stratégie de financement du déficit budgétaire. Le gouvernement a déjà obtenu 9 Mds USD de soutien et a négocié des programmes de prêts à moyen terme : 4,5 Mds USD de la Banque interaméricaine de développement (BID) à déployer sur une période de trois ans et destinés à plusieurs secteurs (mines, énergie, environnement, tourisme) ainsi qu'au renforcement des conditions favorables à la sécurité juridique dans le pays ; 3,1 Mds USD avec la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) ; 1 Md USD de Fonplata Development Bank et 200 M USD de la Banque mondiale. En outre, la BCB a approuvé fin mars la contraction d'une ligne de

financement de 657 M USD avec le Fonds latino-américain de réserves (FLAR) dont elle est membre.

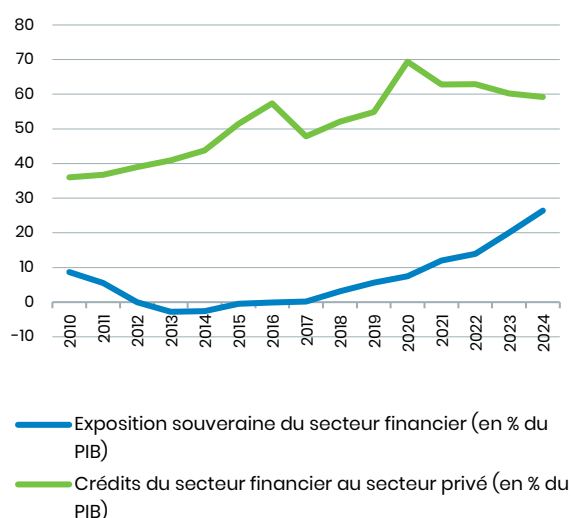
La plupart de ces crédits sont cependant affectés à des projets ou en attente de la signature d'un programme FMI pour leur décaissement. Quasiment aucun d'entre eux n'a fait l'objet de versement (à l'exception des versements de la CAF) et ils nécessiteront une ratification au Parlement. En ce qui concerne le soutien du FMI, des négociations, confirmées par le gouvernement, ont discrètement eu lieu en mai, en pleine crise sociale. Elles concernent le déploiement éventuel d'un programme dès l'été ou l'automne 2026, maintenant que la flexibilisation du change est effective. Selon Bloomberg, le programme pourrait atteindre 3,3 Mds USD sur trois ans.

Plusieurs mesures sont envisageables pour améliorer le profil de la dette. Le gouvernement a annoncé en mars 2026 un plan de gestion du passif pour échanger 67 % de ses *eurobonds* arrivant à échéance en 2028 et 2030 et détenus par la Gestora et, plus marginalement, par la BCB contre de nouveaux titres de créance à moyen terme libellés en bolivianos. Ces opérations permettront de réduire le service de la dette en *eurobonds*. L'importante échéance de mars 2026 ayant été remboursée sans délai, les trois agences de notations ont réhaussé leurs notes qui s'échelonnent désormais entre CCC- et CCC+ tandis que les *spreads*, qui s'étaient envolés à plus de 2 000 pb au plus fort de la crise sont actuellement autour de 500 pb. Néanmoins, ils restent parmi les plus élevés d'Amérique du Sud. Malgré ces notes, en mai 2026, le gouvernement est retourné sur les marchés et a émis un *eurobond* d'1 Md USD sur 5 ans à un taux de 9,45 % sans participation des entités domestiques comme cela avait été le cas en 2022.

Encadré 2 – Des retraites très exposées au risque souverain

Les fortes expositions au souverain de la BCB et surtout de la Gestora sont préoccupantes d'autant que les taux d'intérêt réels sont négatifs étant donnée la forte inflation et le faible taux d'intérêt versé par l'État (environ 4 %). En outre, le portefeuille d'actifs de la Gestora, qui représente près de la moitié du PIB bolivien, est investi à 96 % sur le marché local dont la moitié placé en dépôts à terme auprès des banques boliviennes. En conséquence, l'épargne de 3 millions de travailleurs boliviens est directement exposée à la conjoncture de l'économie domestique et à la solvabilité de l'État et du système bancaire. Les pressions du gouvernement empêchaient jusqu'ici la diversification à l'international mais la transition politique devrait permettre au fonds de pension d'aller chercher de meilleurs rendements à l'étranger en y investissant jusqu'à 20 % du portefeuille, ce qui pourrait s'avérer problématique pour le financement du secteur bancaire.

Graphique 15 – Quasi nulle entre 2010 et 2017, l'exposition souveraine du secteur financier est en forte progression

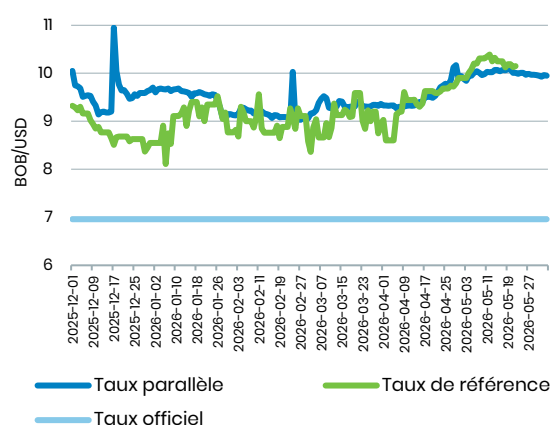


Source : BM (WDI).

La réforme du régime de change

Le 26 juin 2026, une semaine après la fin du conflit social, le ministère de l'Économie a annoncé instaurer un régime de change flexible mettant fin au régime de change fixe en place depuis 15 ans. La BCB prépare cette transition depuis décembre 2025, avec la publication quotidienne d'un taux de référence évoluant selon l'offre et la demande et utilisé par les banques et les institutions financières pour échanger des dollars sur le marché de gros. Révélateur des tensions sociales, il avait affiché une forte volatilité courant mai et, par rapport à la période de stabilité de janvier-avril, s'était déprécié pour atteindre 10 boliviianos pour un dollar. Au matin de la réunification des taux de change, le dollar s'achetait 9,73 boliviianos, mais évolue chaque jour. Le boliviano valait donc 28,5 % de moins en dollar, mais l'impact de cette dévaluation devrait être modéré dans l'immédiat, la plupart des opérations de change s'opérant déjà au taux de référence proche du nouveau taux flexible.

Graphique 16 – Trois taux de change cohabitent entre mars 2023 et juin 2026



Source : BCB, USDTBOL.com.

Cette décision contribuera à restaurer la compétitivité, à renforcer la balance commerciale en stimulant les exportations et en contenant les importations, et à encourager les investissements directs étrangers (IDE) sur lesquels repose la nouvelle stratégie macroéconomique. À très court terme, elle ouvre la voie à un programme FMI d'autant plus important que la BCB manque cruellement de réserves internationales pour soutenir la monnaie et lisser les fluctuations de marché. Dans ce contexte, un programme FMI aiderait à crédibiliser le nouveau régime de change et à catalyser les financements d'autres bailleurs.

En attendant le déploiement de la réforme du régime de change, la BCB avait annoncé début avril 2026, l'arrêt partiel des restrictions sur l'utilisation des cartes de paiement à l'international. Il s'agissait de normaliser les opérations financières pour les transactions des Boliviens, qui, dès lors, pourront à nouveau payer à l'étranger, acheter sur des plateformes, utiliser des services numériques, retirer de l'argent à l'étranger, etc. C'est le taux de référence et non le taux officiel qui était utilisé, ce qui revenait, pour ce segment de transactions, à faire un premier pas vers la dévaluation et la flexibilisation.

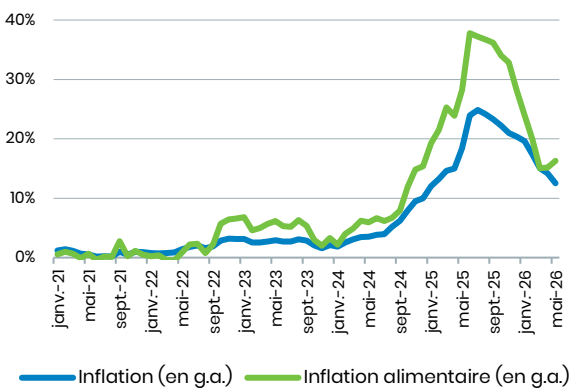
En outre, pour atténuer l'impact de l'abandon des subventions au carburant, le gouvernement a gelé pendant les six premiers mois de l'année les prix à la pompe^[14] ce qui a permis de compenser le choc de prix initial. La demande a reculé de 50 % en raison de l'arrêt de la contrebande. Depuis janvier 2026, les nouvelles instances de la BCB ont resserré les taux d'intérêt afin d'absorber le surplus de liquidités lié au financement monétaire. Associé aux opérations sur les

[14] Ce gel a été prolongé par le gouvernement mi-juin 2026 ce qui revient à subventionner de nouveau le carburant, les prix à l'importation ayant entretemps subi les effets de la crise au Moyen-Orient. Cela fait

peser un risque sur la consolidation des finances publiques et incite de nouveau à la contrebande avec les pays voisins.

marchés des titres de l'État, cela a permis d'initier la décroissance de la masse monétaire. Si l'inflation est redescendue à 12,5 % en glissement annuel en mai, la crise sociale a fait bondir l'inflation mensuelle qui est passée de 0,1% entre mars et avril à 2,1 % entre avril et mai, la plus forte augmentation mensuelle de l'année.

Graphique 17 – Les Boliviens composent de nouveau avec une inflation à deux chiffres



Source : INE, calculs de l'auteur.

Tableau 2 – Les ratios du système financier en voie d'amélioration

	2021	2022	2023	2024	2025
Ratio de solvabilité					
Ratio de capital pondéré au risque	12,9	12,8	13,4	13,5	14,5
Ratio de rentabilité					
Rendement de l'actif (%)	0,52	0,61	0,65	0,82	1,13
Rendement des fonds propres (%)	6,98	8,11	8,6	10,44	13,6
Composition et qualité de l'actif					
Taux de prêts non perf. (% des prêts)	1,6	2,2	2,9	3,2	3
Actifs liquides (% du passif court terme)	62	60	67	66	68

Source : ASFI, BCB.

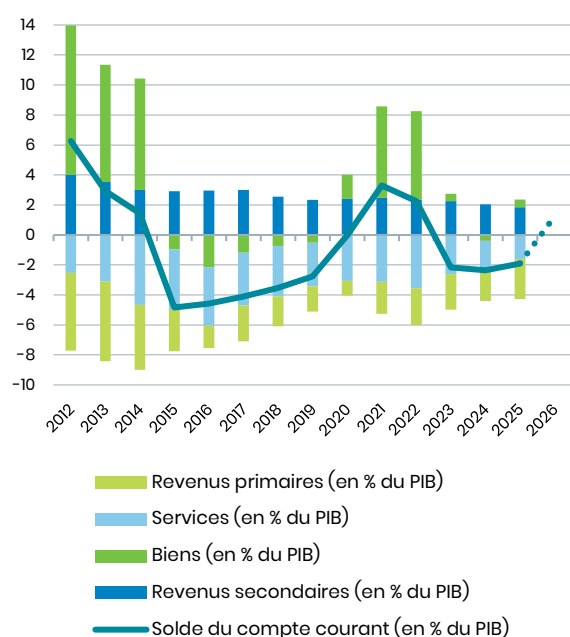
Encadré 3 – Premiers pas vers un secteur bancaire et financier moderne

Jusqu'en 2025, l'État intervenait massivement dans le secteur bancaire en imposant des cibles sectorielles pour les crédits accordés, en contrôlant les taux d'intérêt, en forçant les banques à financer certains investissements stratégiques et en appliquant des charges fiscales élevées aux acteurs du secteur. Aujourd'hui, près des deux tiers du portefeuille des banques sont positionnés sur des secteurs encadrés à taux plafonnés entre 7 % et 11,5 % pour les entreprises productives et 4,9 % pour les logements sociaux. L'une des mesures du nouveau gouvernement a été de réduire de 60 % à 50 % le niveau minimum du portefeuille total de crédits que les banques doivent consacrer aux secteurs protégés, afin de rediriger ces ressources. La prochaine étape sera de mettre en place un cadre réglementaire moderne permettant une plus grande flexibilité des taux d'intérêt pour élargir l'accès au crédit et une révision des plafonds de prêts pour les adapter aux conditions du marché et renforcer la transmissibilité de la politique monétaire. Compte tenu de la situation de crise dans laquelle se trouve le pays, les indicateurs bilanciels du secteur financier sont relativement épargnés. Selon les dernières données du régulateur, les dépôts ont augmenté de 4,3 % sur l'année 2025, principalement sur les comptes d'épargne et le nombre de crédits a lui aussi progressé de 3,2 % en un an (après 4,1 % en 2024). Les crédits domestiques au secteur privé représentent environ 61 % du PIB depuis 2021 soit le 2^e taux le plus important d'Amérique du Sud. Selon l'Association des banques privées, la rentabilité du patrimoine de ses membres a atteint 16 % fin 2025, soit une augmentation de 3,5 pp en un an en raison de la forte profitabilité liée à leurs opérations de change. Le taux de prêts non performants atteint 3 % pour l'ensemble du système financier, en amélioration par rapport à 2024. Le ratio de capital pondéré au risque atteint un record, s'établissant à 14,5 % pour l'ensemble du système financier, ce qui reflète un fort taux de capitalisation.

Renforcer les réserves internationales : la priorité

Peu diversifiée en termes de produits (70 % d'hydrocarbures et de produits miniers) et de marchés (50 % des biens et 100 % du gaz sont exportés au Brésil et jusqu'à récemment en Argentine), la base exportatrice de la Bolivie est source de vulnérabilité. Après deux années problématiques (baisse des exportations de 39 % en cumulé), la balance des biens ressortait positivement en 2025, à 0,5 % du PIB. Les exportations sont reparties à la hausse (+7,1 %) malgré une contraction d'un tiers du volume de gaz exporté par rapport à 2023. Elles bénéficient des cours dynamiques de l'or, de l'argent, du cuivre et de l'étain.

Graphique 18 – Vers un excédent courant tiré par les exportations extractives hors gaz ?

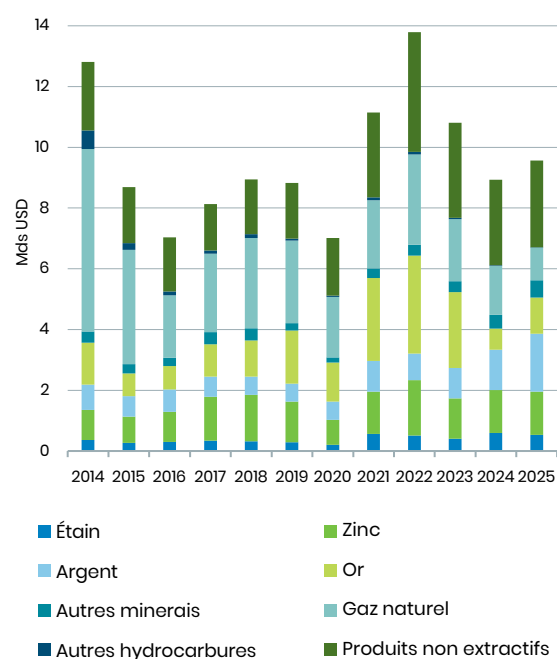


Source : FMI (WEO, BOPS), BCB, calculs de l'auteur.

Des mesures ont été prises en mars 2026 par le ministère des Finances pour exempter de droits de douane certaines importations de biens d'équipements destinés aux secteurs clés de l'économie.

En outre, la libéralisation des exportations de soja et la levée des contrôles sur les sous-produits permettra d'augmenter en 2026 les volumes exportés. Le solde courant, qui avait renoué en 2023 avec sa tendance déficitaire post-2014, s'est lui aussi amélioré en 2025 (-1,9 % du PIB) et pourrait redevenir bénéficiaire en 2026 (1,2 % du PIB selon le FMI). Lors du premier trimestre, le compte courant a dégagé un excédent de près de 800 M USD grâce aux performances des exportations de minerais et aux transferts de fonds de la diaspora, principalement en provenance d'Espagne.

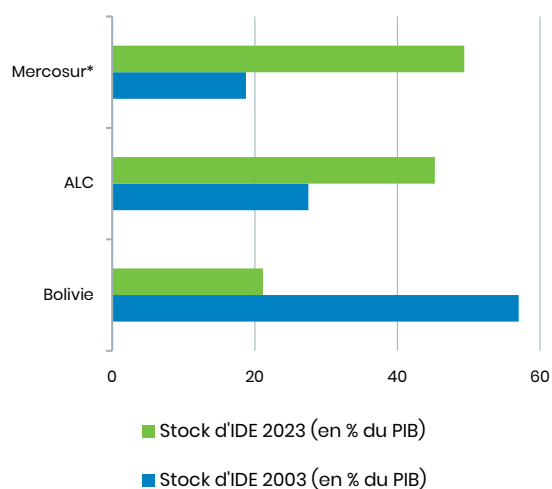
Graphique 19 – Depuis 2016, le volume d'exportations des produits miniers dépasse celui du gaz



Source : BCB, calculs de l'auteur.

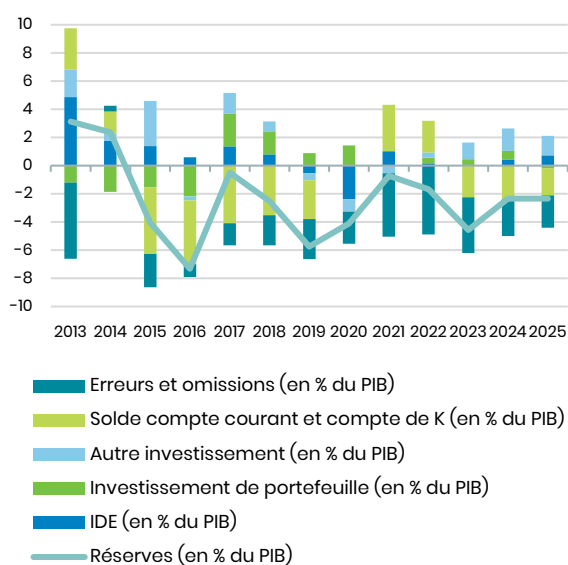
Le retour des IDE est timide mais en progression : 0,7 % du PIB en 2025, après 0,4 % en 2024. Alors que les décaissements des multilatéraux – rare source de financement externe avec les versements chinois – avaient été divisés par deux chaque année depuis 2023, ils sont repartis à la hausse fin 2025 après les débloquages de versements de la CAF.

Graphique 20 – Diminution du stock d'IDE en 20 ans



Source : FMI (WEO, BOPS), BCB, calculs de l'auteur.

Graphique 21 – Depuis 2015, la Bolivie puise dans ses réserves pour couvrir son besoin de financement externe



Source : FMI (WEO, BOPS), BCB, calculs de l'auteur.

Le compte financier ne suffit cependant pas à couvrir le déficit courant et les réserves internationales sont sollicitées chaque année depuis 2015 à hauteur de 3 % du PIB en moyenne, ce qui a contribué à leur déclin et affaiblit la position extérieure nette du pays. Le président Rodrigo Paz multiplie

les visites d'État et les conférences internationales pour inciter les investisseurs étrangers à investir de nouveau dans le pays dans des secteurs, tels que les mines, les hydrocarbures, les énergies renouvelables ou encore, l'agro-industrie. De nombreuses entreprises internationales (américaines, européennes et asiatiques) sont intéressées par le potentiel bolivien, mais les conditions d'investissement et le climat des affaires doivent évoluer pour attirer davantage les IDE.

Si les réserves internationales ont augmenté en 2025 dépassant les 3 Mds USD pour la première fois depuis plus de deux ans, cela est principalement dû à l'augmentation des cours de l'or qui représente 95 % des réserves. Or et droits de tirage spéciaux (DTS) mis à part, elles sont passées de 13,6 Mds USD fin 2014 à 148 M USD en mars 2026, soit quelques jours d'importations, avant de se renforcer en mai avec l'émission de l'eurobond d'1 Md USD. En 2025, grâce à la loi sur l'or votée en 2023, la BCB a pu acquérir 17,3 tonnes d'or sur le marché domestique, principalement entre septembre et octobre, et, en parallèle, de raffiner et vendre 17,9 tonnes qui ont servi à importer du carburant et payer la dette externe. Peu avant les élections, le gouvernement de Luis Arce a gagé 6,6 tonnes d'or que le gouvernement actuel doit racheter cette année pour maintenir le plancher légal de 22 tonnes d'or dans les réserves. La reconstitution des réserves doit être une priorité du gouvernement pour pouvoir soutenir la flexibilisation du taux de change. Les mesures prises par le gouvernement vont en ce sens, mais ne seront pas suffisantes : émission d'un *eurobond*, opération de gestion de passif en cours pour échanger en boliviano les *eurobonds* détenus par la BCB et la Gestora, etc. L'excédent du déficit courant attendu sur 2026, la concrétisation des engagements des bailleurs multilatéraux, y compris du FMI, et enfin les mesures structurelles pour attirer les IDE seront décisifs.

Encadré 4 – Vulnérabilité climatique et déforestation : un risque sous-estimé

La Bolivie occupe le 111^e rang sur 180 à l'indice ND-GAIN de vulnérabilité au changement climatique — le plus mauvais positionnement de ses pairs sud-américains — et le 167^e sur 192 pour sa préparation, en raison d'une gouvernance faible et d'un environnement économique peu propice à la mobilisation d'investissements pour financer les mesures d'adaptation. Le pays connaît des sécheresses chroniques, principalement dans la région économique de Santa Cruz de la Sierra.

La Bolivie est le deuxième pays au monde en termes de perte de forêts primaires, *via* la conversion des terres en pâturage et en monocultures d'exportation. Entre 2020 et 2024, la couverture forestière a reculé de 6,3 %, avec des effets majeurs sur la biodiversité — le pays est l'un des quinze plus biologiquement diversifiés de la planète — et sur les émissions de gaz à effet de serre, dont plus de la moitié provient du secteur agricole. Le méthane lié à l'élevage bovin, dont le cheptel a augmenté de 80 % depuis 1990, représente à lui seul la moitié des émissions totales.

Malgré un cadre légal ambitieux (loi sur les droits de la Terre Mère de 2010, loi-cadre de 2012), la politique climatique bolivienne l'est beaucoup moins en pratique : la contribution déterminée au niveau national (CDN) actualisée en 2022 ne fixe aucun objectif national de réduction des émissions. Jusqu'à récemment, dans les zones protégées (31 % du territoire), le gouvernement continuait de favoriser des mégaprojets d'hydrocarbures et d'infrastructures.

Bibliographie

Autoridad de Supervisión del Sistema Financiero (ASFI). 2026. *Evaluación del sistema financiero al 31 de diciembre de 2025*. La Paz : Autoridad de Supervisión del Sistema Financiero.
<https://www.asfi.gob.bo/sites/default/files/2026-02/Evaluaci%C3%B3n%20del%20Sistema%20Financiero%20a%20Diciembre%20de%202025.pdf>.

Banco Central de Bolivia (BCB) 2026. *Informe Trimestral. Administración de las reservas internacionales, Primer trimestre 2026*. La Paz : BCB.
<https://www.bcb.gob.bo/webdocs/publicacionesbcb/2026/04/59/INFORME%20TRIM%20RIN%20I-2026.pdf>.

Banque mondiale. 2026. *Macro Poverty Outlook Bolivia*. Washington, D.C. : World Bank Group.
<https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook>.

Bertelsmann Stiftung, BTI 2026. *BTI 2026 Country Report: Bolivia*. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung. https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country_report_2026_BOL.pdf.

Conservacion Estratégica et SDSN Bolivia. *À paraître. Economía de la deforestación y los incendios forestales en Bolivia*. La Paz, Paris : SDSN Bolivia, AFD.

Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC). 2026. *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean, 2025*. LC/PUB.2025/25-P. Santiago : United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean.
<https://www.cepal.org/en/publications/85980-anuario-estadistico-america-latina-caribe-2025-statistical-yearbook-latin-america>.

Fonds monétaire international (FMI). 2025. *Bolivia: 2025 Article IV Consultation—Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Bolivia*. IMF Staff Country Reports 2025/116. Washington, D.C. : FMI.
<https://doi.org/10.5089/9798229012669.002>.

Fundación Amigos de la Naturaleza. 2024. *Deforestación en Bolivia. Cambios en la cobertura forestal 1956-2023*. Santa Cruz : Fundación Amigos de la Naturaleza.
https://www.fan-bo.org/wp-content/uploads/2025/03/Deforestacion_Bolivia-1956-2023.pdf.

Fundación Jubileo. 2025. *Crisis heredada: Persiste una brecha estructural y significativa entre ingresos y egresos en dólares*. Análisis de Coyuntura 55. La Paz : Fundación Jubileo.
<https://jubileobolivia.com/Publicaciones/Presupuestos-y-Fiscalidad/Crisis-heredada-persiste-una-brecha-estructural-y-significativa-entre-ingresos-y-egresos-en-dolares>.

García, Fernando, Guillermo Arcay, Andrés Werner et Ricardo Hausmann. 2026. *Bolivia's Economic Pivot: The Making of a Macroeconomic Crisis*. Growth Lab Working Paper 261. Cambridge, M.A. : John F. Kennedy School of Government, Harvard University.

Grupo de Acción Financiera de Latinoamérica (GAFILAT). 2025. *Second Enhanced Follow-Up Report and First Technical Compliance Re-Rating Report of Bolivia*. Buenos Aires : GAFILAT.
<https://biblioteca.gafilat.org/?p=7916>.

Hausmann, Ricardo, Lucila Venturi, Clément Brenot, Ana Abad, Guillermo Arcay, Tim Freeman, Fernando García, Lucas Lamby, et Taimur Shah. 2026. *Bolivia's Economic Pivot: Main Findings and Reform Priorities*. Growth Lab Working Paper 260. Cambridge, M.A. : John F. Kennedy School of Government, Harvard University.

Instituto Nacional de Estadística (INE). 2025a. *Cuentas nacionales definitivas 2017-2021: Cambio de año base de las cuentas nacionales*. La Paz : INE. <https://www.ine.gob.bo/referencia2017/>.

INE. 2025b. *Medidas de volumen encadenadas en las cuentas nacionales de Bolivia*. La Paz : INE.

Ministerio de Economía y Finanzas Públicas. 2026. *De la crisis a la estabilidad económica. Informe a dos meses de gestión de gobierno*. La Paz : Ministerio de Economía y Finanzas Públicas. <https://www.economiayfinanzas.gob.bo/sites/default/files/2026-01/Informe%20E2%80%9CDe%20la%20crisis%20a%20la%20estabilidad%20econo%CC%81mica%20E2%80%9D.pdf>.

Ministerio de Economía y Finanzas Públicas. 2025a. "Informe fiscal. Primer semestre 2025". *Boletín económico* 11 (33). La Paz : Ministerio de Economía y Finanzas Públicas. <https://www.economiayfinanzas.gob.bo/node/16961>.

Ministerio de Economía y Finanzas Públicas. 2025b. *Informe del Desempeño de la Gestión de las Finanzas Públicas (PEFA++)*. La Paz : Ministerio de Economía y Finanzas Públicas. https://www.pefa.org/sites/default/files/2025-11/BO-May2025-PFMPR%2BGRPFM%2BCRPFM-Final%20Public%20with%20PEFA%20Check_0.pdf.

Tomianovic Parada et Oscar Mario. 2026. *When Formal Independence Fails: Enforcement Gaps, Implicit Renegotiation, and Fiscal Dominance in Bolivia, 1990-2024*. SSRN Scholarly Paper. Santa Cruz de la Sierra : Universidad Católica Boliviana San Pablo. <https://doi.org/10.2139/ssrn.6367798>.

Liste des sigles et abréviations

ALC	Amérique latine et Caraïbes
BCB	Banque centrale de Bolivie / <i>Banco Central de Bolivia</i>
BFP	Besoin de financement public
BM	Banque mondiale
BID	Banque interaméricaine de développement
CAF	Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, anciennement Corporation andine de développement / <i>Corporación Andina de Fomento</i>
COB	Centrale ouvrière bolivienne / <i>Central Obrera Boliviana</i>
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes / <i>Comisión Económica para América Latina y el Caribe</i>
DTS	Droits de tirages spéciaux
FLAR	Fonds latino-américain de réserves
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissements directs étrangers
IDH	Indice de développement humain
INE	Institut national de statistiques / <i>Instituto Nacional de Estadística</i>
MAS	Mouvement pour le socialisme / <i>Movimiento al Socialismo</i>
PB	Point de base
PDC	Parti démocrate chrétien / <i>Partido Demócrata Cristiano</i>
PGDESA	Plan général de développement économique, social et environnemental
PIB	Produit intérieur brut
PPP	Partenariat public privé
YPFB	Gisements pétroliers fiscaux boliviens / <i>Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos</i> (entreprise publique)

Liste des graphiques et tableaux

Graphiques

Graphique 1 – La croissance du PIB par habitant profite aux classes populaires

Graphique 2 – L'État bolivien a redistribué sa rente gazière dans les secteurs sociaux

Graphique 3 – Les indicateurs de gouvernance inférieurs à ceux des pairs régionaux

Graphique 4 – Le pays est entré en récession en 2024

Graphique 5 – L'assèchement des réserves internationales matérialise la crise

Graphique 6 – Les activités extractives contribuent négativement à la croissance depuis 2018

Graphique 7 – Le gaz naturel n'est plus un relais de croissance

Graphique 8 – La baisse des recettes non compensée par celle des dépenses

Graphique 9 – La base monétaire en forte hausse en 2025

Graphique 10 – La dette publique pourrait dépasser 100 % du PIB cette année

Graphique 11 – Représentation politique au Parlement

Graphique 12 – Les marchés rassurés par l'alternance politique

Graphique 13 – 2026, *annus horribilis* pour la croissance bolivienne

Graphique 14 – La consolidation des finances publiques prendra du temps

Graphique 15 – Quasi nulle entre 2010 et 2017, l'exposition souveraine du secteur financier est en forte progression

Graphique 16 – Trois taux de change cohabitent entre mars 2023 et juin 2026

Graphique 17 – Les Boliviens composent de nouveau avec une inflation à deux chiffres

Graphique 18 – Vers un excédent courant tiré par les exportations extractives hors gaz ?

Graphique 19 – Depuis 2016, le volume d'exportations des produits miniers dépasse celui du gaz

Graphique 20 – Diminution du stock d'IDE en 20 ans

Graphique 21 – Depuis 2015, la Bolivie puise dans ses réserves pour couvrir son besoin de financement externe

Tableaux

Tableau 1 – Axes de développement du PGDESA 2026-2035

Tableau 2 – Les ratios du système financier en voie d'amélioration

Encadrés

Encadré 1 – Gaz : le piège de la rente

Encadré 2 – Des retraites très exposées au risque souverain

Encadré 3 – Premiers pas vers un secteur bancaire et financier moderne

Encadré 4 – Vulnérabilité climatique et déforestation : un risque sous-estimé

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Pour un monde en commun.

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Christophe Lecourtier
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Julie Gilles, D. Cazeils
Conception et réalisation PUB

Date de fin de rédaction : 03/07/26

Crédits et autorisations

Licence Creative Commons

Attribution – Pas de commercialisation – Pas de modification
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 3^e trimestre 2026

ISSN 2116-4363

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
editions.afd.fr